

EcoFlash

Élections en Hongrie : un mandat solide pour relever les défis économiques

En Hongrie, le parti de centre droit pro-européen de Péter Magyar a largement remporté les élections législatives qui se sont tenues le 12 avril dernier. Selon les dernières estimations officielles, Tisza aurait obtenu la majorité des deux tiers, ce qui lui laisserait une marge de manœuvre importante pour conduire des réformes institutionnelles. Le nouveau gouvernement devra néanmoins relever plusieurs défis, dont le dégel des fonds européens indispensables pour redynamiser l'économie, et la consolidation des comptes publics. Par ailleurs, le partenariat avec la Chine, dans le domaine de la mobilité électrique, reste une priorité.

La majorité qualifiée pour le nouveau gouvernement de Péter Magyar ?

Lors des élections législatives du 12 avril dernier, Péter Magyar à la tête de Tisza - parti de centre-droit et pro-européen - a largement remporté les suffrages. Selon les derniers décomptes, il aurait obtenu 137 sièges sur les 199 du Parlement¹. Ces élections mettent fin aux seize années de pouvoir du gouvernement de Viktor Orbán², à la tête du Fidesz. L'alliance Fidesz- KDNP, en deuxième position avec 56 sièges, est suivie de loin par Mi Hazánk, le parti de l'extrême droite (six sièges). Le taux de participation record de 79,6% (contre 69,6% en 2022) traduit l'enjeu considérable du scrutin. Le nouveau gouvernement devrait prendre ses fonctions d'ici un mois pour un mandat de quatre ans.

Le scénario est optimal pour le futur gouvernement de Péter Magyar. Viktor Orbán a reconnu sa défaite au soir des élections, levant ainsi toute incertitude sur l'issue du scrutin. À l'heure actuelle, tout laisse à penser que Tisza a obtenu la majorité des deux tiers au Parlement. Si cela se confirmait samedi prochain, cette majorité confortable marquerait un tournant décisif pour la Hongrie. La majorité qualifiée est, en effet, indispensable à tout changement constitutionnel et donne au futur gouvernement la latitude nécessaire pour mettre en œuvre des réformes économiques et institutionnelles. Pour mémoire, la Hongrie figure actuellement au bas du classement des pays d'Europe centrale en matière de gouvernance³.

Des défis économiques importants mais surmontables

- **Vers un débloqué progressif des fonds européens.** Sur le plan économique, la victoire sans conteste de Tisza et son engagement futur en faveur des réformes institutionnelles devraient ouvrir la voie, dans les prochains mois, au débloqué des fonds européens (EUR 19 mds, soit environ 8,8% du PIB).
- **Un calendrier serré.** Le transfert des fonds européens, notamment ceux liés à la reprise et à la résilience (EUR 10,4 mds alloués, 4,8% du PIB), doit être réalisé avant le 31 décembre 2026, et l'ensemble des objectifs (*milestones*) doivent être atteints d'ici le 31 août 2026. À ce jour, 91,3% des fonds alloués à la Hongrie restent en attente de transfert et peuvent être définitivement perdus si les réformes ne sont pas validées à temps. Pour comparaison, les autres pays de la région ont déjà absorbé environ la moitié des fonds liés à la reprise et à la résilience.
- **Une économie en berne à redresser.** Le futur gouvernement de Péter Magyar mise sur ces ressources pour relancer l'investissement, en net recul depuis 2022, et soutenir la croissance. Il hérite d'une économie en berne (après plusieurs années de croissance faible) qui doit, de surcroît, faire face aux effets du conflit au Moyen-Orient. L'inflation est déjà repartie à la hausse en mars (+1,8% a/a contre 1,4% en février) et devrait encore accélérer dans les prochains mois, même si le plafond sur le prix des carburants et la baisse des taxes devraient contribuer à contenir les pressions inflationnistes.
- **Le futur gouvernement s'est engagé à consolider les comptes publics.** Le débloqué des fonds européens devrait offrir un répit aux finances publiques. Pourtant, les dépenses publiques ne devraient pas diminuer significativement à court terme sous le gouvernement de Péter Magyar. Ses priorités sont la santé, l'éducation et le maintien des mesures sociales généreuses. En 2026, le déficit budgétaire pourrait rester proche de 5% du PIB. Le ratio de dette publique sur PIB (74,6% en 2025) est le plus élevé d'Europe centrale et il devrait encore augmenter à court terme. Cette dérive des finances publiques pourrait constituer un frein au programme économique ambitieux du futur gouvernement.

Celui-ci devrait maintenir son engagement à consolider les comptes publics à moyen terme pour se conformer aux règles budgétaires fixées pour 2030, conformément à son programme électoral et dans le but d'intégrer la zone euro. Cet engagement devrait contribuer à réduire la perception du risque souverain par les investisseurs et permettre la baisse des taux des obligations d'État (actuellement parmi les plus élevés d'Europe centrale).

Maintien du partenariat avec la Chine

Depuis plusieurs années, la Hongrie attire les investissements directs étrangers (IDE entrants : EUR 6,8 mds, 3,2% du PIB en 2025), dont une grande partie est dirigée vers le secteur automobile. Le pays compte parmi les principaux bénéficiaires des investissements chinois (dans le secteur automobile) dans la région et la Chine devrait conserver son statut de partenaire clé pour la Hongrie. La stratégie nationale en faveur de la mobilité électrique ne devrait pas changer à moyen terme. Au contraire, la guerre au Moyen-Orient devrait renforcer ce positionnement stratégique. À noter qu'une usine chinoise de BYD (voitures électriques) devrait être opérationnelle courant 2026.

Normalisation des relations avec l'UE

La victoire de Tisza devrait favoriser la normalisation des relations de la Hongrie avec l'UE et ouvrir la voie au débloqué du prêt européen de EUR 90 mds destiné à l'Ukraine (le gouvernement de Viktor Orbán y a opposé son veto).

La dépendance aux hydrocarbures russes devrait se maintenir à court terme. La relation économique entre la Russie et la Hongrie devrait se maintenir à court terme, notamment sur le plan énergétique. À l'heure actuelle, 80,3% du pétrole et 77,3% du gaz proviennent de Russie. Le programme électoral de Péter Magyar prévoit toutefois de réduire la dépendance vis-à-vis de la Russie en matière d'approvisionnement énergétique d'ici 2035. Toutefois, en raison de la guerre au Moyen-Orient, ce processus pourrait prendre plus de temps.

Cynthia Kalasopatan Antoine
 Économiste Europe centrale

cynthia.kalasopatanantoine@bnpparibas.com

¹ Le nombre de sièges requis pour avoir la majorité qualifiée est de 133 sièges. À titre de comparaison, en 2022, Fidesz, le parti de Viktor Orbán, avait remporté la majorité qualifiée avec 135 sièges.

² Résultats du scrutin au 14 avril à 14h58 selon le *National Election Office*.

³ L'indice de perception de la corruption de *Transparency International* place la Hongrie en bas du classement aux côtés de la Bulgarie.